

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 5 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARET FORGES – DERVAUX

14 AVENUE DE L'INDUSTRIE
42390 Villars

Références : UID4243-DSSP-023-0257
Code AIOT : 0006103526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juillet 2023 dans l'établissement PARET FORGES - DERVAUX implanté 14 AVENUE DE L'INDUSTRIE 42390 Villars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectuait au démarrage des travaux de dépollution de l'ancien site Paret Forge à Villars où une pollution en zinc dans les eaux souterraines mais également des sols a été découverte lors de travaux de dépollution d'un site voisin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARET FORGES - DERVAUX
- 14 AVENUE DE L'INDUSTRIE 42390 Villars
- Code AIOT : 0006103526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARET Forges a exercé sur le site du 14 rue de l'industrie à Villars une activité autorisée au titre des rubriques :
289-1 Galvanisation des métaux par immersion dans un bain de Zinc fondu

288-1 Traitement chimique des métaux :

- décapage par l'acide chlorhydrique
- fluxage par un chlorure double d'ammonium et de zinc

Elle a été rachetée en 1997 par la société Dervaux Distribution, puis a cessé toute activité sur ce site en janvier 1998. La société PARET Forges a été absorbée par la société Dervaux Distribution en janvier 1999.

L'abandon du site de Villars ayant été constaté par l'inspection des installations classées en novembre 2000, la cessation a fait l'objet d'une déclaration en préfecture par lettre du 1er décembre 2000.

La société Dervaux Distribution, en tant que dernier exploitant connu d'une installation classée sur le site, s'est vu prescrire, par arrêté préfectoral du 14 mars 2012, un diagnostic et une caractérisation de l'état des milieux ainsi qu'un plan de gestion.

Par un courrier du 26 septembre 2012, l'exploitant a transmis le plan de gestion établi par le cabinet TERE0 . Suite à l'analyse de ce plan de gestion, l'inspection a émis en septembre 2013 un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires encadrant les travaux de dépollution.

Les travaux de réhabilitation ont été réalisés du 5 au 23 novembre 2018. Au total 810,58 tonnes de matériaux souillés par des hydrocarbures ont été excavés et dirigés vers des filières de traitement de la société GRS VALTECH à Saint Pierre de Chandieu (679,02 tonnes envoyées en biocentre et 131,56 tonnes en désorption thermique).

Les analyses réalisées en bords et fond de fouilles montrent des concentrations résiduelles en hydrocarbures totaux C10-C40 inférieures à l'objectif de réhabilitation de 4 000 mg/kg. On notera que sur l'ensemble du site seul le prélèvement F12 (3430 mg/kg) présente une concentration résiduelle en hydrocarbures supérieure à 2000 mg/kg.

À l'échelle des opérations de réhabilitation engagées (remblaiement de fouille, confinement), 1196,75 Tonnes de remblais neufs ont été apportés sur site.

A la suite de la découverte de cette pollution en zinc, un nouveau plan de gestion a été établi qui vise à évacuer les terres dont la concentration en zinc dépasse le seuil de 2000 mg/kg dans l'horizon 0-2m.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des travaux de dépollution du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	découverte d'une pollution	Code de l'environnement du 19/08/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pollution semble plus étendue que dans les études ayant permis la définition du plan de gestion mais l'exploitant a indiqué que les terres pourraient être envoyées en ISDI3+ compte tenu de la faible lixiviation du zinc.

2-4) Fiches de constats
N° 1 : découverte d'une pollution
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1.</p> <p>En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site Perrin Pichon qui jouxte l'ancien établissement de la société Paret Forges (Dervaux) à Villars au niveau de l'ancien atelier de galvanisation a réalisé une campagne de surveillance des eaux souterraines qui a mis en évidence une pollution aux métaux (zinc, nickel, cadmium...).</p> <p>Dans ce cadre, l'inspection des installations classées a communiqué à Dervaux les mesures effectuées par Perrin Pichon et a demandé à Dervaux un plan d'action pour gérer cette pollution. Dans ce cadre, Dervaux a pris l'attache d'un bureau d'étude spécialisé en SSP (TEREO) qui l'avait accompagné lors de sa cessation d'activité. Celui-ci a rédigé un plan de gestion pour gérer cette pollution.</p> <p>Ce plan de gestion a fait l'objet d'un accord de l'inspection sur le seuil de dépollution à atteindre concernant le paramètre zinc dans les sols sur l'horizon 0-2m de 2000 mg/kg. L'inspection avait pour objet de visualiser les fouilles et les résultats des différents sondages réalisés.</p> <p>Il ressort de cette visite que les fouilles limitrophes du site Perrin Pichon étaient remplies d'eau à la suite d'un épisode orageux survenu il y a 4 jours. Un volume de 300 à 400m³ d'eau à traiter par l'exploitant étaient en cours de pompage. Dans ce cadre, l'exploitant a indiqué que le débit était limité à 5 m³/h afin que le traitement des eaux puissent permettre d'atteindre les valeurs de la convention de rejet avec Saint-Etienne Métropole. L'eau présente dans la fouille était de l'eau pluviale, l'exploitant s'interrogeait sur la possibilité de réaliser une analyse d'eau ponctuelle afin de vérifier qu'elle respecte les valeur de la convention de rejet avec Saint-Etienne Métropole.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'exploitant communiquera les concentrations en zinc relevées dans les eaux souterraines avant et après traitement.</p> <p>Concernant les bords de fouille, il ressort que le plan de gestion fait apparaître une zone isolée alors que la pollution semble provenir de l'atelier de la galvanisation.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'exploitant s'assurera par la réalisation de bord de fouilles de l'atteinte du seuil de dépollution.</p> <p>L'exploitant a indiqué également que les terres du site pouvaient être envoyées en ISDI3+ car les analyses de lixiviation avaient montré leur caractère inerte.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'exploitant communiquera ces résultats d'analyse.</p> <p>L'exploitant a fait part de la découverte de bloc béton enterré sur son site et a questionné l'inspection sur la possibilité de les réutiliser en fond de fouille. L'inspection confirme leur réutilisation dans la mesure où ceux-ci sont inertes et sont concassés.</p>

L'exploitant a également questionné l'inspection sur la possibilité de confiner les terres à un horizon de 1m. Cette approche apparaît minimiser le volume de terre d'argile mais risque de conduire à la contamination de terre de remblais par les eaux souterraines. Cette solution ne semble pas être pertinente au regard de cette remarque sans élément justifiant que les eaux souterraines ne peuvent venir contaminer les terres de remblais.

L'exploitant a également informé postérieurement à la présente inspection de la découverte de déchets amiantés :

Demande de l'inspection : l'exploitant transmettra les bordereaux de suivi de ces déchets

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet